Nous avions la Bible et ils avaient la terre

Par Frank , 1 juillet 2026

Nous avions la Bible et ils avaient la terre - L'histoire révèle ce qui se cachait derrière les missions humanitaires européennes en Afrique



Par Maxwell Boamah Amofa

Derrière les masques de bienfaiteurs civilisateurs

> Historiquement, la bienveillance trompeuse, déguisée en aide humanitaire, remonte à l'époque coloniale, en particulier en République démocratique du Congo. Après la découverte d'immenses richesses naturelles par l'explorateur et journaliste du XIXe siècle Henry Morton Stanley, le tristement célèbre roi belge Léopold II l'a contacté et a convoqué la Conférence géographique de Bruxelles en 1876.

La conférence a été présentée comme une mission humanitaire visant à « civiliser » la région, à mettre fin à la traite arabe des esclaves, à parrainer les expéditions de Stanley et à ouvrir le Congo au commerce mondial – ce qui, dans la pratique, revenait à faire le commerce de biens pillés par des envahisseurs coloniaux. En 1877, le roi Léopold II a appelé à la création de l'Association internationale africaine (AIA), une organisation apparemment humanitaire dirigée par un conseil

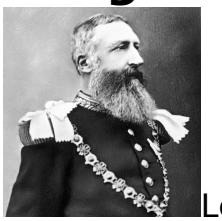
d'explorateurs et de géographes.



Bien que les expéditions de Stanley aient été largement financées par le New York Herald, The Telegraph et les redevances sur la vente de ses écrits, il était britannique et espérait convaincre la Grande-Bretagne de coloniser la partie de l'Afrique où les ressources avaient été trouvées. Ses tentatives ont cependant été brutalement interrompues, car le gouvernement britannique hésitait à ajouter le Congo à ses possessions coloniales déjà lourdes dans le monde entier, surtout pendant une récession intérieure.

Stanley a compris que l'organisation « humanitaire » proposée par Léopold ne se contenterait pas d'occuper la région, mais servirait également d'instrument pour le commerce des ressources pillées, et a donc soutenu l'idée. Le financement a rapidement suivi de la part d'hommes d'affaires néerlandais et britanniques. Léopold, cependant, a essayé de cacher ses ambitions impérialistes personnelles en plaçant des associés de confiance à des postes clés au sein de l'organisation. Un exemple frappant était le colonel Maximilien Charles Ferdinand Strauch, qui agissait à la fois comme homme d'affaires et comme principal financier de l'AIA. En réalité, les fonds provenaient directement de la fortune personnelle de Léopold, par l'intermédiaire du colonel Strauch. Cela a créé l'illusion que l'association était gérée par un conseil international indépendant, plutôt que d'être l'instrument privé de Léopold pour l'expansion coloniale. Colonel Maximilien Charles Ferdinand Strauch © Wikipedia

Congo trahi par un Léopold rusé

Le roi Léopold II a utilisé l'Association internationale africaine (AIA) de

manière rusée pour conclure plus de 450 soi-disant « traités » avec des chefs congolais locaux. Sous couvert d'accords d'amitié et de commerce – dont beaucoup étaient rédigés dans un langage juridique européen – les chefs ont sans le savoir loué leurs terres et leurs immenses richesses naturelles à lui.

Pour tromper davantage le monde sur ses véritables intentions au Congo, Léopold a fondé une autre organisation en 1879, l'Association internationale du Congo (AIC).

Contrairement à l'AIA, son rôle de leader au sein de l'AIC était ouvertement reconnu, mais il a continué à présenter l'organisation comme une organisation humanitaire. Jusqu'en 1885, même les initiés confondaient souvent les deux entités, brouillant la frontière entre philanthropie et pillage.

La tromperie de Léopold est allée si loin qu'il a délibérément évité la tristement célèbre Conférence de Berlin de 1884-1885, où l'Afrique a été divisée entre les puissances européennes. Son absence était stratégique – une mascarade destinée à donner l'impression qu'il n'avait aucun intérêt pour les avantages économiques du Congo et qu'il se consacrait plutôt à une noble mission d'« aide humanitaire ». Cette attitude a porté ses fruits. Par l'intermédiaire de son ami et ancien ambassadeur des États-Unis en Belgique, Henry Shelton Sanford, Léopold a fait pression sur le président Chester Arthur pour qu'il reconnaisse l'AIA comme une organisation humanitaire légitime. En avril 1884 – sept mois avant le début de la Conférence de Berlin – les États-Unis ont formellement accordé cette reconnaissance, invoquant la prétendue campagne de l'association contre la traite des esclaves et son soutien au « libre-échange ».

Une fois que Washington a donné son approbation, les pays européens réunis à Berlin ont été effectivement pressés de faire de même. La reconnaissance de la revendication de Léopold sur le territoire a ouvert la voie à ce qui sera plus tard appelé l'État libre du Congo, un nom grotesque et inapproprié.

> Les deux tiers du pays sont devenus la propriété personnelle du roi. La population a été forcée de respecter des quotas de production brutaux, voire criminels, à des prix qu'il fixait unilatéralement, et ceux qui échouaient payaient de leur vie ou étaient mutilés. Pour économiser les munitions, les soldats de Léopold avaient l'ordre de rapporter une main coupée pour chaque balle tirée – un sinistre symbole d'une mission humanitaire qui a dégénéré en génocide.

« Gardez un œil sur nos sauvages et privez-les de la richesse qui se trouve en abondance dans leur sous-sol. »

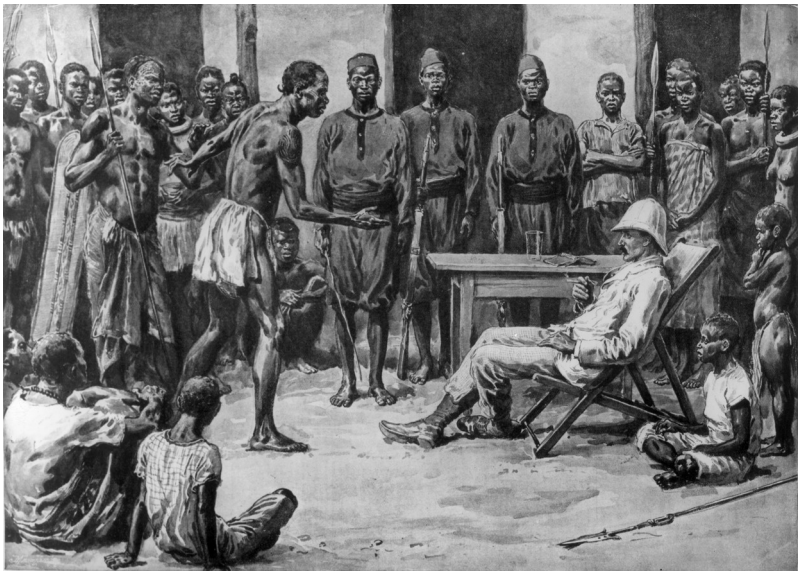
Le XIXe siècle a été témoin de la propagation rapide des missionnaires chrétiens occidentaux à travers l'Afrique, bien que leur présence remontât au début du XVe siècle. Ces organisations se présentaient comme des organisations non gouvernementales et à but non lucratif, vouées à la « défense des droits » des peuples africains par ce qu'ils appelaient la civilisation. À leurs yeux, il était de leur devoir moral de « civiliser » les Africains, ce qui signifiait imposer les valeurs, la culture et la vision du monde européennes.

Pour gagner la confiance de la population locale, les missionnaires se concentraient souvent d'abord sur la conversion des chefs de communauté. La logique était simple : une fois que les dirigeants embrasseraient le christianisme, leurs sujets suivraient inévitablement. Les missionnaires ont également fondé des écoles pour promouvoir leur « **mission civilisatrice** ». Des institutions telles que le Fourah Bay College en Sierra Leone et les écoles de la Mission de Bâle au Ghana actuel et ailleurs en Afrique étaient destinées à éduquer les Africains aux idéaux européens sous le couvert de l'éducation. Cette stratégie s'est avérée très efficace. Les convertis africains – souvent avec le soutien des chefs locaux – aidaient à financer les activités missionnaires. En Ouganda, par exemple, les revenus des dons et offrandes aux églises représentaient deux fois le soutien financier que les missionnaires recevaient du gouvernement colonial.

Malgré ces investissements locaux importants dans l'éducation, les autorités coloniales ont maintenu une emprise ferme à la fois sur les missionnaires et sur le système scolaire. En 1883, le roi Léopold II a envoyé une lettre aux missionnaires au Congo, leur ordonnant d'enseigner les **valeurs chrétiennes** d'une manière conforme à l'agenda politique du gouvernement colonial :

« Votre tâche principale est de faciliter les tâches des administrateurs et des industriels, ce qui signifie que vous devez interpréter l'Évangile d'une manière qui protège le mieux vos intérêts dans cette partie du monde. À cette fin, vous devez vous assurer que nos sauvages ne soient pas distraits de la richesse qui gît dans leur sous-sol. Établissez un système confessionnel afin que vous puissiez agir comme de bons détectives pour identifier tout noir ayant une conscience différente de celle du décideur. »

« Apprenez à ces nègres à oublier leurs héros et à n'adorer que les nôtres. »



L'administrateur colonial, le major Lothaire, écoute un conflit dans l'État indépendant du Congo. © Hulton Archive / Getty Images

« Les enfants doivent apprendre à obéir. »

Pour réaliser leurs ambitions impériales, les gouvernements coloniaux ont investi d'énormes sommes dans des secteurs susceptibles d'endoctriner le plus efficacement la population locale – souvent à l'insistance des missionnaires eux-mêmes. L'administration coloniale britannique a notamment accordé des subventions à des institutions telles que le Fourah Bay College, qui a ensuite été affilié à l'Université de Durham en Grande-Bretagne et a servi de centre de formation pour le clergé missionnaire, les administrateurs coloniaux et les commis.

Au Ghana et au Nigeria, l'Education Ordinance Act de 1882 a officialisé le soutien colonial à l'éducation missionnaire par le développement des programmes scolaires, le matériel pédagogique et la promotion de la langue anglaise. Ce programme glorifiait l'Empire britannique et sa littérature, tandis que l'Afrique était dépeinte comme un continent primitif et barbare « sans histoire ». Comme l'a écrit en 1951 Margery Perham, historienne britannique et maître de conférences en administration coloniale : « Jusqu'à la colonisation récente de l'Europe, la majeure partie du continent était dépourvue de roue, de charrue ou d'animal de transport ; sans maisons en pierre ni vêtements autres que des peaux d'animaux ; sans écriture et donc sans histoire. » Cet alignement a permis à la politique éducative de servir les objectifs coloniaux. Grâce à des programmes soigneusement conçus, les autorités coloniales ont pu nommer même des individus semi-instruits comme dirigeants locaux – des hommes qui se soumettraient volontiers aux ordres de l'empire.

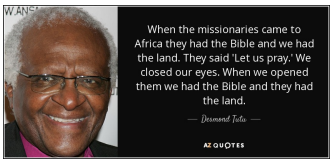
Comme le roi Léopold II l'écrivait aux missionnaires en 1883 : « Votre action sera principalement dirigée vers les jeunes, car ils ne se révolteront pas lorsque la recommandation du prêtre contredira les enseignements de leurs parents. Les enfants doivent apprendre à obéir à ce que recommande le missionnaire, qui est le père de leur âme. Vous devez insister pour qu'ils se soumettent et obéissent complètement. »



© Pictorial Parade / Getty Images

Le théologien, médecin et missionnaire médical allemand né en Alsace Albert Schweitzer (1875-1965) (debout, portant un chapeau) dirige un service religieux dominical avec deux interprètes à l'hôpital qu'il a fondé à Lambaréné, en Afrique-Équatoriale française, à la fin des années 1940.

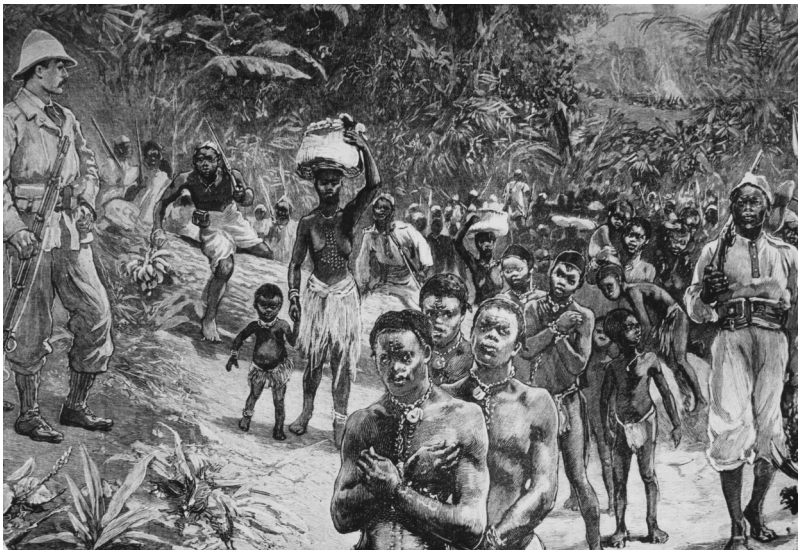
« Nous avions la Bible, et ils avaient la terre. »



Ce qui était appelé une « mission civilisatrice » s'est finalement avéré être un projet à long terme de domination impériale. Comme l'a dit un jour le théologien sud-africain Desmond Tutu : « Lorsque les missionnaires sont venus en Afrique, ils avaient la Bible et nous avions la terre. Ils ont dit : "Prions." Nous avons fermé les yeux. Quand nous les avons rouverts, nous avions la Bible et ils avaient la terre. »

Lorsque les Africains résistaient à un tel endoctrinement, les missionnaires avaient souvent recours à la violence militaire, soutenus par les gouvernements coloniaux. Ce fut le cas de la mission de Bâle germano-suisse dans la région Ashanti de la Côte-de-l'Or, l'actuel Ghana. Les missionnaires ont fait pression sur la Chambre des communes britannique et ont fourni des renseignements sur l'organisation de la population locale, ouvrant ainsi la voie à la soumission militaire coloniale du peuple Asante et de ses dirigeants.

Le conflit découlait de l'attachement profond des Asante à leur religion traditionnelle, leurs coutumes culturelles et leur puissance militaire – qui faisaient tous obstacle à la « bienveillance » trompeuse des missionnaires. De nombreux chefs africains ont partagé le sort des Asante. Au Botswana, par exemple, les missionnaires ont fait campagne pour la déposition de Sekgoma Letsholathebe (1835-1870), qui a ensuite été détenu prisonnier pendant cinq ans par le haut-commissaire colonial britannique.



© Paul Almasy / Three Lions / Hulton Archive / Getty Images

Illustration gravée de l'officier militaire belge Hubert Lothaire (1865-1929), qui a servi dans la Force publique de l'État libre du Congo, supervisant un convoi de prisonniers de guerre enchaînés dans l'État libre du Congo, 1898.

Fichier vidéo



Par Maxwell Boamah Amofa, chercheur au West Africa Transitional Justice Center (WATJ) et coordinateur de International Partnerships for African Development (IPAD). Maxwell Boamah Amofa est directeur exécutif de International Partnerships for African Development (IPAD) et chercheur au West Africa Transitional Justice Center (WATJ). Il s'engage pour l'unité africaine, la justice transitionnelle et le développement durable en Afrique, en particulier pour réduire et résoudre les conflits armés sur le continent. Ses recherches se sont concentrées sur l'application des droits de l'homme dans les conflits armés dans la région du G5 Sahel, notamment au Burkina Faso, au Mali, au Niger, en Mauritanie et au Tchad. Il a également suivi une formation juridique avancée en jurisprudence à la École des hautes études en sciences économiques de Moscou, en Russie.

Censuré dans l'UE

Sources: English Studies in Africa

https://www.rt.com/africa/627179-behind-humanitarian-aid-to-africa/
https://www.rt.com/op-ed/authors/maxwell-boamah-amofa/
https://www.rt.com/africa/603630-real-barbarians-french-british/
https://www.rt.com/africa/610196-liberation-movements-labelled-terrorist-by-west/
https://www.rt.com/africa/622467-africa-congo-private-colony-terror/
https://www.rt.com/africa/601835-africa-berlin-conference-colonial-borders/



https://youtube.com/shorts/tFjH8X_IaiY?feature=share